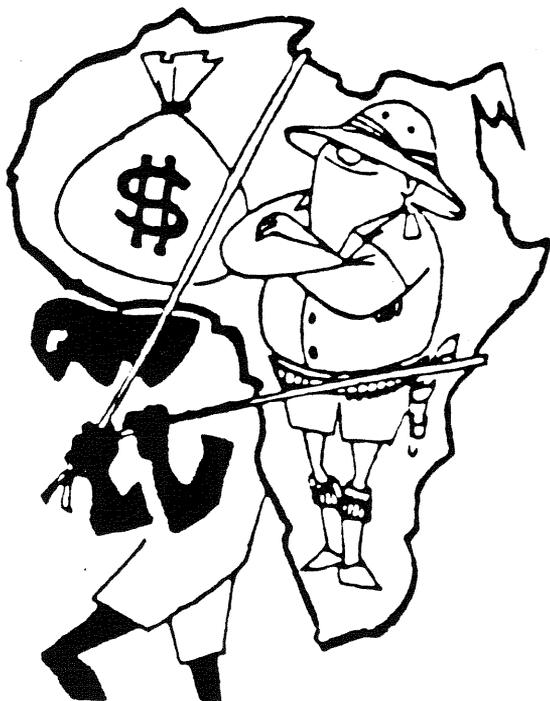


# L'Afrique du Sud entre le Luxembourg et les Etats-Unis

"Jacob Molekeki avait été arrêté le 23 septembre à Sebokeng en compagnie de quatre autres jeunes. Emprisonnés jusqu'au 28, ils ont été ensuite ramenés dans leur cité dans un véhicule de police. Alors qu'ils attendaient à l'intérieur de celui-ci un policier 'a alors sorti son pistolet, l'a pointé sur Jacob Molekeki et lui a tiré à bout portant dans la tête.' Ses compagnons ont ensuite été obligés de laver le sang répandu à l'intérieur et à l'extérieur du véhicule. Le 21 novembre, à Sharpeville deux jeunes filles de quinze et seize ans sont arrêtées en revenant de faire des courses, à quatre heures de l'après-midi. Elles seront retenues prisonnières jusqu'à 6h30 du matin et violées à trois reprises, par les deux policiers, à l'intérieur de l'engin blindé où elles se trouvaient. Tels sont les faits relatés dans un rapport des évêques catholiques sud-africains rendu public jeudi 6 décembre." (Le Monde, 8/12/1984)



Le même 6 décembre l'"Association Démocratique des Français de l'étranger" avait invité à une conférence sur l'Afrique du Sud au Centre Culturel Français. Une jeune Rhodésienne (ou mieux Zimbabwéenne), blanche, qui a fait ses études à l'université du Cap, relatait à une assistance malheureusement clairsemée - après avoir couvert la conférence de Michel Hidalgo, la presse établie n'avait plus le temps de rester pour celle-ci ... son expérience au côté des Noirs d'Afrique du Sud.

Il n'est pas dans mon propos de répéter pour la n-ième fois les atrocités et l'injustice fondamentale dont la minorité blanche se rend coupable depuis des années. La conférencière a confirmé sur

toute la ligne les informations du dossier que "forum" a publié sur l'Apartheid il y a plus d'un an (nr.64/mai 1983). Que signifient, en effet, des chiffres nouveaux si on ferme les yeux pour ne pas les voir: en 1984, jusqu'à fin novembre, 1064 noirs furent arrêtés pour des raisons politiques, quatre fois plus qu'en 1982, la plupart uniquement pour les intimider, car deux sur trois furent relâchés sans autre forme de procès. (Le Monde, 25-26/11/1984).

Insistons cependant sur le boycott sportif de l'Afrique du Sud que la conférencière a dit être très important car les Afrikaners (minorité blanche) aiment énormément le sport, notamment le rugby, et ces mesures de boycottage ont été jusqu'à présent un des moyens les plus efficaces pour leur ouvrir les yeux sur l'isolement international de leur gouvernement. Certaines équipes européennes se sont malheureusement laissées tromper par la promesse d'intégrer aussi des Noirs dans l'équipe sud-africaine contre laquelle ils devaient jouer. Ils ne surent pas, ou bien ont cru bon d'ignorer, que ce noir-alibi n'avait malgré tout pas le droit d'utiliser les mêmes douches que les joueurs blancs, de manger à leur table, de boire leur thé, etc. Si des raisons économiques empêchent toujours un boycottage sérieux de l'Afrique du Sud, au moins les droits de l'homme ne devraient plus être un considérant inférieur au prestige sportif. Et pourtant, la Fédération nationale de gymnastique vient encore, il y a quelques semaines, d'envoyer la championne luxembourgeoise participer à des concours au pays de l'Apartheid!

\*

La presse luxembourgeoise a relaté en long et en large l'acquisition par LUXAVIA d'un Airbus A 300 B4 qui relie depuis le 15.12.1984 deux, trois fois par semaine Luxembourg à Johannesburg. Les lecteurs ont eu droit à toute une ribambelle de détails sur les performances techniques de cet avion, mais aucun journal n'a cru nécessaire d'expliquer pourquoi une compagnie luxembourgeoise (mais à capital sans doute majoritairement sudafricain) assure cette liaison régulière: on semble toujours ignorer que les Etats d'Afrique Noire ont interdit le survol et l'escale à toute compagnie sudafricaine et que le Luxembourg brise donc un des rares fronts communs d'Afrique, sans parler de la revendication de l'ONU de boycottage économique total de Pretoria.

Et Hd. même de justifier son refus de publier un appel au boycottage des oranges sudafricaines par le fait que d'autres journaux n'exigent pas de boycottage de l'Europe de l'Est ... (LW,17/11/1984) Infantil! La question de savoir si l'Apartheid est pire que le Gulag n'est pas, pour moi, une question rhétorique. J'ai exposé ma réponse détaillée dans l'éditorial du dossier "forum" déjà cité. Si on persiste à vouloir jouer à l'épicier entre violations des droits de l'homme par des régimes de droite ou de gauche, je ne puis que dire que l'Apartheid est le pire des régimes, car le noir ne peut changer de peau, même s'il le voulait. La dif-

## Une question parlementaire

L'article ci-contre était écrit lorsque j'ai appris que le député René Kollwelter (POSL) a posé au Ministre des Sports une question parlementaire relative à la participation de la Fédération luxbg. de Gymnastique à des compétitions en Afrique du Sud.

Dans sa réponse du 12/12/1984 le Ministre des Sports convient que la séparation totale de la politique et du sport est du domaine des illusions. Mais, dit-il, il faut éviter de faire du sport une victime des relations internationales, car d'autres secteurs comme la diplomatie ou l'économie sont soigneusement préservées de toute restriction ou contrainte (sic!). Puis M. Marc Fischbach réaffirme le principe du gouvernement luxembourgeois de s'abstenir de toute immixtion dans l'autonomie des communautés sportives pour se limiter à des recommandations. On se rappelle que c'était déjà la position qu'avait défendue son prédécesseur E. Krieps dans une lettre à "forum" (Nr. 64/21.5.84).

Mais M. Fischbach fait un ajout digne d'être citée en entier: *Toutefois, pareille attitude me semble peu opportune, voire superflue en considération de la campagne internationale contre l'apartheid, laquelle devrait éveiller la compréhension également de nos organisations et instances sportives et les inciter à ne pas cautionner des manifestations sportives qui bafouent le principe de l'universalité. Pour ma part, je m'abstiendrai à l'évidence de tout soutien et appui financier à des événements sportifs non exempts de discrimination ou de préjugés raciaux. Au-delà de l'apartheid, tous genres de pratiques discriminatoires dans le sport sont à réprouver.* "

Le Ministre termine en soulignant qu'il n'existe aucun pouvoir juridique pour entraver des voyages en Afrique du Sud de qui que ce soit, et il estime que cette liberté ne devrait être sacrifiée "à la défense d'une cause si légitime qu'elle soit".

Il a raison. Mais cette question et la réponse du ministre ont eu le mérite de rappeler aux dirigeants sportifs que malgré leur liberté et leur autonomie ils ne sauraient faire abstraction de leur responsabilité politique, tant envers les Noirs d'Afrique du Sud dans le cas présent, qu'envers le Luxembourg dont ils portent les couleurs. m.p.

férence est exactement la même que celle entre la politique d'extermination que les nazis pratiquaient contre les juifs et leur répression de tout opposant politique qu'ils appliquaient p.ex. au Luxembourg. Je condamne bien sûr les deux, mais la première, basée sur un principe de supériorité raciale, me semble la plus horrible, car irrationnelle et impossible d'y échapper.

\*

Ces mêmes éditorialistes doivent entretemps avoir perdu leur sommeil puisque même aux Etats-Unis les manifestations anti-Apartheid ont pris de l'am-

pleur, on y trouve en outre des enfants Kennedy et jusque dans les milieux conservateurs américains on menace de boycotter l'Afrique du Sud si Pretoria n'envisage pas une suppression rapide et complète des discriminations raciales. Dans la logique de l'éditorial cité, cela signifierait soit que sous le couvert du mouvement anti-Apartheid, les communistes se sont emparés aussi des Etats-Unis, soit que le président Reagan, qui a consenti après quelques atermoiements à recevoir Mgr. Desmond Tutu, nouveau prix Nobel de la Paix, a oublié qu'il faut d'abord éliminer les Gulag communistes avant qu'on n'ait le droit de mettre sous pression les régimes de droite en Afrique du Sud ou au Chili.

Il n'est pas exclu que ce soudain intérêt américain pour une élimination du racisme institutionnalisé en Afrique du Sud soit un premier fruit du prix Nobel de la Paix accordé à Mgr. Tutu. En tout cas sa réception par le président Reagan met le lauréat à l'abri d'éventuelles "difficultés" de la part du gouvernement de Pretoria. Mais sans doute les milieux conservateurs aux Etats-Unis ont-ils encore d'autres raisons: ils n'ont pas oublié la belle performance d'un Jesse Jackson, premier candidat noir aux élections préliminaires pour les présidentielles en 1984. Alors mieux vaut se concilier à temps les faveurs de la communauté noire, quitte à laisser tomber les amis blancs en Afrique du Sud. Si la candidature de Jackson allait produire cet effet-là, on pourrait dire qu'elle a définitivement changé l'Amérique. m.p.

### VENEZUELA

#### PLAN FÜR ATTENTAT GEGEN PAPST AUFGEDECKT?

Caracas (dpa/UPI). - Bei einer normalen Verkehrskontrolle hat die Polizei in Venezuela möglicherweise einen Attentatsplan gegen Papst Johannes Paul II. aufgedeckt, der Ende Januar kommenden Jahres das südamerikanische Land besuchen wird. Wie ein Polizeisprecher am Freitag mitteilte, wurde der 21jährige Douglas Torrealba Hernandez verhaftet, bei dem ein Gewehr mit Zielfernrohr und ein Stadtplan mit der voraussichtlichen Route des Papstautos gefunden wurden. Ausserdem war der Mann im Besitz einer Mitgliedskarte der ultrarechten Gruppe "Tradition, Familie und Eigentum". Die in verschiedenen Staaten tätige Organisation ist seit kurzem in Venezuela verboten. (LW, 15.12.1984)

Spät, aber doch! 1983 veröffentlichte "forum" (Nr.62-68) eine 5-teilige Serie über die Gruppe "Tradition, Familie, Propriété", die 1982 im LW eine halbseitige Anzeige veröffentlichten konnte. Wir wiesen an Hand präziser Beispiele nach, wessen Geistes Kind die von Brasilien ausgehende Bewegung ist. Jetzt, am 15.12.1984, scheint das LW auch endlich seinen Fehler erkannt zu haben, nachdem in Venezuela ein Mitglied verhaftet worden ist, das ein Attentat auf den Papst plante. Jetzt wird auch im LW die Gruppe als "ultrarecht" eingestuft. Oder hat etwa ein Redakteur nur vergessen, die dpa/UPI-Agenturnotiz zu zensieren?